



FRAKTION



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des  
Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 24 avril 2018

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, nous souhaitons poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale.

La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (dite « plan hospitalier ») règle le système des gardes à assurer par les hôpitaux et prévoit entre autre que dans les maternités ayant une activité dépassant 1500 accouchements par an, une disponibilité permanente par des médecins gynécologues, pédiatres et anesthésistes est obligatoire lors d'une garde. Le plan hospitalier ne prévoit cependant aucune disposition concernant la rémunération des médecins qui assurent la garde.


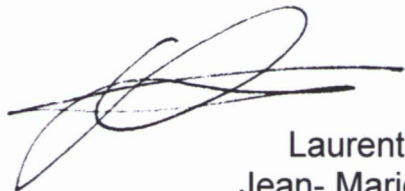
Ceci crée une situation de fait qui pourra mener à deux scénarios :

1. Les médecins, exerçant une profession libérale, sont forcés d'assurer cette garde sur place sans pour autant être rémunérés pour ce service public presté. Uniquement les actes réalisés lors de cette garde sont honorés selon le principe de la tarification à l'acte. Ainsi, il se pourrait qu'ils soient présents pendant 24 heures sans toucher la moindre rémunération. S'ajoute qu'après une garde de 24 heures, compte-tenu d'un arrêt récent de la Cour Européenne de Justice selon lequel le temps de garde doit être considéré comme temps de travail, les médecins ne seront plus en mesure d'opérer ni même de consulter le lendemain de la garde, ce qui entraînera à la fois des pertes de revenu supplémentaires pour eux et une augmentation considérable des délais d'attente pour les rendez-vous pour leurs patients.
2. Les hôpitaux concluent une convention avec les médecins de garde, ce qui entraînera alors des frais supplémentaires à charge des établissements hospitaliers.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Quelle est la position du gouvernement quant à la problématique décrite ci-dessus ?
- Estimant que dans le scénario 1. décrit, il pourrait s'agir d'un travail non rémunéré, ne serait-ce pas contraire à la Constitution ?
- Quelles solutions le gouvernement propose-t-il pour répondre aux questions qui se posent dans le contexte du temps de travail dans un système de médecine libérale ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.



Laurent Mosar  
Jean- Marie Halsdorf  
Députés



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 24 avril 2018

Objet : Question parlementaire n° 3776 du 24.04.2018 de Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf et de Monsieur le Député Laurent Mosar - Système des gardes à assurer par les hôpitaux

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés





LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale

Le Ministre

Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

**Monsieur le Ministre aux  
Relations avec le Parlement**

**Luxembourg**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:

08 MAI 2018

Luxembourg, le 3 mai 2018

**Référence :** 824xda54c


**Objet :** Réponse à la question parlementaire n° 3776 de Messieurs les députés Jean Marie Halsdorf et Laurent Mosar datée du 24 avril 2018

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que la question parlementaire spécifiée sous rubrique est également de la compétence du Ministère de la Santé.

Je vous saurais gré de bien vouloir la lui transmettre aux fins d'une réponse conjointe.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: - 7 MAI 2018	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale

Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

**Monsieur le Ministre aux  
Relations avec le Parlement  
Luxembourg**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:  
**28 MAI 2018**

Luxembourg, le 23 mai 2018

**Référence :** 824xf9171

**Objet :** Réponse à la question parlementaire n°3776 de Messieurs les députés Laurent Mosar et Jean-Marie Halsdorf datée du 24 avril 2018

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse conjointe de Madame la Ministre de la Santé et du soussigné à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

**Annexe(s) :** Réponse à la question parlementaire n°3776 de Messieurs les députés Laurent Mosar et Jean-Marie Halsdorf datée du 24 avril 2018



**Référence :**804xca5ed

**Réponse conjointe de la Ministre de la Santé et du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n°3776 de Messieurs les députés Laurent Mosar et Jean-Marie Halsdorf datée du 24 avril 2018**

---

Le modèle des gardes sur place prévu par la loi hospitalière repose sur des normes internationales. Ces gardes sur place sont nécessaires pour pouvoir répondre au plus vite à des situations d'urgence et pour assurer la qualité et la continuité de la prise en charge hospitalière.

Par ailleurs, le système des gardes ne concerne pas uniquement les médecins spécialistes en gynécologie, pédiatrie et anesthésie, mais également d'autres groupes de médecins spécialistes. Dès lors, il s'agit d'une question plus large de compensation financière adéquate des gardes assurées par tous les médecins visés.

Les acteurs concernés effectuent en ce moment une analyse des différentes options en matière de compensation financière des gardes, tout en tenant compte des spécificités du système luxembourgeois.